



SOCIABILITÉ DE PROXIMITÉ ET CONFIANCE PUBLIQUE : FORMES D'OPINION ET DE PARTICIPATION CITOYENNE DANS LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES MALGACHES

¹ Rahajamanana Jasmin, ² Fidihiery Toky Tantely,

³ RAKOTOSON Andriatiana Tolontsoa, ⁴ RASAMIMANANA Onja Vola

- 1- Ecole Doctorale Ingénierie et Géosciences Université d'Antananarivo
- 2- Ecole Doctorale Ingénierie et Géosciences Université d'Antananarivo
- 3- Ecole Doctorale Ingénierie et Géosciences Université d'Antananarivo
- 4- Ecole Doctorale Ingénierie et Géosciences Université d'Antananarivo

RESUME : Cet article analyse le rôle de la sociabilité de proximité dans la construction de l'opinion citoyenne et de la confiance publique au sein des collectivités territoriales malgaches. À partir des données exploitées, les résultats montrent que les opinions se forment principalement dans les cercles proches : la famille constitue la première source d'information (89 %) et d'exemple (71 %), suivie des amis (79 % et 56 %) puis des voisins (63 % et 40 %). À l'inverse, les leaders politiques restent faiblement influents, avec seulement 11 % comme source d'information et 11 % comme source d'exemple. Sur le plan de la participation, les formes locales apparaissent les plus légitimes : 53 % des citoyens ont déjà participé à une réunion entre voisins et 31 % pourraient le faire, tandis que les réunions professionnelles atteignent 34 % de pratique et 45 % de potentiel. Les actions violentes sont fortement rejetées, notamment l'agression d'un homme politique (85 %) et la destruction de biens publics (89 %).

Mots clés : sociabilité de proximité ; confiance publique ; participation citoyenne ; collectivités territoriales ; opinion citoyenne.

ABSTRACT: This article analyzes the role of proximity-based sociability in the formation of citizen opinion and public trust within Malagasy local authorities. Based on the data examined, the findings show that opinions are mainly shaped within close social circles: the family is the leading source of information (89%) and example (71%), followed by friends (79% and 56%) and neighbors (63% and 40%). Conversely, political leaders remain weakly influential, with only 11% cited as a source of information and 11% as a source of example. In terms of participation, local forms of engagement appear to be the most legitimate: 53% of citizens have already taken part in a neighborhood meeting and 31% would be willing to do so, while professional meetings reach 34% in actual practice and 45% in potential participation. Violent actions are strongly rejected, particularly attacking a politician (85%) and destroying public property (89%).

Keywords: proximity-based sociability; public trust; citizen participation; local authorities; citizen opinion.

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.21722655>

1 Introduction

La participation citoyenne constitue aujourd'hui un enjeu central de la gouvernance territoriale, particulièrement dans les contextes où la confiance envers les institutions publiques demeure fragile. Dans les collectivités territoriales, elle ne se limite pas à l'exercice du vote ou à l'adhésion à des organisations politiques formelles ; elle renvoie aussi aux formes ordinaires de dialogue, de consultation, de concertation et de mobilisation autour des problèmes collectifs. À Madagascar, cette question prend une importance particulière, car les rapports entre citoyens, autorités locales et pouvoir politique sont marqués par une forte attente d'intervention publique, mais aussi par une distance persistante entre les institutions et les populations. L'étude conduite dans le cadre du projet INCIPALS souligne que les citoyens malgaches expriment des attentes fortes à l'égard du pouvoir, tout en manifestant une forme de désenchantement politique et un sentiment d'impuissance face aux problèmes collectifs [1]. La littérature sur la participation montre que l'implication citoyenne peut prendre plusieurs formes, allant de l'information à la consultation, puis à la participation effective dans la décision publique. Arnstein [6] rappelle que toutes les formes de participation ne produisent pas le même pouvoir d'action pour les citoyens : certaines restent symboliques, tandis que d'autres permettent une réelle capacité d'influence. Dans cette perspective, les dispositifs de concertation territoriale doivent être interrogés non seulement comme des procédures administratives, mais aussi comme des mécanismes sociaux capables de rapprocher les citoyens des décisions publiques. Dans le cas malgache, les données disponibles montrent que la participation citoyenne formelle reste limitée. Selon Afrobaromètre, moins de 30 % des Malgaches ont participé à une réunion communautaire au cours des douze derniers mois, un niveau présenté comme deux fois plus faible que la moyenne des pays africains couverts par l'enquête entre 2011 et 2013 [2]. La même source indique cependant que 45 % des Malgaches se sont réunis avec d'autres personnes pour aborder un problème commun, ce qui montre que la participation collective n'est pas absente, mais qu'elle s'exprime davantage dans des formes de proximité que dans des cadres institutionnels structurés [2]. Cette tension entre faible participation institutionnelle et vitalité relative des sociabilités locales constitue le point de départ de cet article. Les résultats de l'enquête « Pouvoir et Citoyens » indiquent que les opinions citoyennes se construisent principalement dans les cercles proches, notamment la famille, les amis et les voisins, tandis que les leaders politiques et la société civile jouent un rôle beaucoup plus limité comme sources de référence citoyenne [1]. Cette situation rejoint l'approche de Putnam [7], pour qui le capital social, les relations de confiance et les réseaux de sociabilité constituent des ressources importantes pour l'action collective et le fonctionnement démocratique. L'enjeu est donc de comprendre comment ces sociabilités de proximité peuvent contribuer à la construction de la confiance publique dans les collectivités territoriales malgaches. Les données antérieures sur la gouvernance locale montrent que les communes sont censées favoriser la participation publique, mais que l'accès à l'information, la transparence budgétaire, l'implication des citoyens dans les décisions locales et la consultation de la société civile restent faiblement appliqués [3]. Plus récemment, le Plan National de Décentralisation Émergente vise à renforcer l'autonomie des collectivités territoriales décentralisées et à territorialiser les politiques publiques [4], tandis que les initiatives de gouvernance participative soulignent encore la rareté des espaces de participation citoyenne et l'insuffisance des Structures Locales de Concertation dans les communes [5]. Ainsi, cet article cherche à analyser les liens entre sociabilité de proximité, formation des opinions, formes de participation citoyenne et confiance publique dans les collectivités territoriales malgaches. Il s'agit de montrer que la confiance publique ne dépend pas seulement de la performance institutionnelle ou de la communication politique, mais aussi de la capacité des collectivités à créer des espaces de concertation accessibles, crédibles et socialement reconnus. L'hypothèse centrale est que les réseaux de proximité familles, amis, voisins, chefs de fokontany, leaders religieux ou acteurs communautaires peuvent constituer des relais essentiels pour renforcer la participation citoyenne, à condition d'être articulés à des dispositifs institutionnels transparents, inclusifs et orientés vers la résolution concrète des problèmes collectifs.

2 Matériels et méthodes

2.1 Matériels

Pour réaliser cette étude, plusieurs catégories de matériels ont été mobilisées afin de croiser les données documentaires, les observations de terrain et les informations recueillies auprès des citoyens. La première étape a consisté à exploiter une documentation scientifique et institutionnelle portant sur la participation citoyenne, la

gouvernance locale, la confiance publique et les formes de mobilisation dans les collectivités territoriales malgaches. Cette documentation a permis de construire le cadre théorique, d'identifier les variables d'analyse et de comparer les résultats obtenus avec les données issues des enquêtes antérieures. La recherche s'est également appuyée sur des descentes sur terrain réalisées dans les collectivités territoriales retenues pour l'étude. Ces descentes ont permis d'observer les pratiques locales de concertation, les modes ordinaires d'échange entre citoyens, les rapports avec les autorités locales et les formes concrètes de mobilisation communautaire. Les observations ont été consignées dans un carnet de terrain, puis synthétisées sous forme de fiches thématiques portant sur les lieux de discussion, les acteurs présents, les problèmes évoqués, le niveau de participation et les signes de confiance ou de méfiance envers les autorités. Cette démarche suit une logique classique d'enquête de terrain, qui combine observation, collecte de données et interprétation progressive des faits sociaux [8]. Les outils de collecte utilisés comprennent principalement des formulaires d'enquête sur papier, un guide d'entretien semi-directif, une grille d'observation et des fiches de synthèse. Les formulaires papier ont permis de recueillir des informations comparables auprès des enquêtés, notamment sur leurs sources d'information, leurs formes de participation, leur perception des autorités locales, leur niveau de confiance et leur disposition à participer à des dispositifs de concertation. Le guide d'entretien a servi à approfondir certains éléments qualitatifs, en particulier les raisons de la participation ou de la non-participation citoyenne. La grille d'observation a permis de noter les comportements, les interactions et les dynamiques locales non directement visibles dans les réponses aux questionnaires. Sur le plan technique, les matériels utilisés comprennent des questionnaires imprimés, des stylos, un carnet de terrain, une fiche de consentement, un téléphone ou appareil photo pour documenter certains lieux d'observation lorsque cela était autorisé, ainsi qu'un ordinateur pour le traitement des données. Les réponses collectées ont ensuite été saisies dans un tableur, puis traitées à l'aide d'outils statistiques et graphiques tels qu'Excel et Python. Cette organisation méthodologique permet de passer d'une collecte empirique à une analyse structurée, conformément aux étapes classiques d'une recherche en sciences sociales : problématisation, construction des données, analyse et interprétation [9]. Un formulaire d'enquête papier peut contenir les rubriques suivantes : identification non nominative de l'enquêté, commune ou fokontany, sexe, tranche d'âge, niveau d'instruction, activité principale, sources d'information sur la vie publique, participation à des réunions locales, confiance envers les autorités, perception des dispositifs de concertation, formes d'action citoyenne déjà pratiquées et attentes envers la collectivité territoriale. Les réponses peuvent être organisées selon des modalités simples : oui/non, choix multiples ou échelle d'appréciation allant de « pas du tout » à « beaucoup ». Ce choix facilite la saisie et l'analyse statistique des données.

2.2 Méthodes

La méthode adoptée pour réaliser cette étude repose sur une démarche mixte combinant l'exploitation documentaire, l'observation de terrain et le traitement statistique des données. La collecte des données a d'abord consisté à réunir les documents institutionnels et scientifiques relatifs à la participation citoyenne, à la gouvernance locale et à la confiance publique. Cette phase documentaire a été complétée par des observations issues des descentes sur terrain, consignées dans des carnets de terrain et des fiches de synthèse. Les informations recueillies par formulaires d'enquête papier ont ensuite permis de disposer de données comparables sur les sources d'information des citoyens, les formes de participation, les attitudes envers les dispositifs de concertation et les perceptions de confiance ou de défiance envers les acteurs locaux. Cette combinaison entre données qualitatives et quantitatives correspond à une logique de recherche mixte, utile lorsque l'objectif est de comprendre à la fois les tendances mesurables et les significations sociales des pratiques citoyennes [10]. Le prétraitement des données a constitué une étape essentielle avant l'analyse. Les réponses issues des questionnaires ont été saisies dans un tableur, puis vérifiées afin de corriger les erreurs de transcription, les doublons, les valeurs manquantes et les incohérences entre variables. Les modalités textuelles ont été harmonisées pour éviter qu'une même réponse soit codée sous plusieurs formes différentes. Par exemple, les réponses relatives aux sources d'information, aux réunions citoyennes ou aux formes d'action politique ont été regroupées dans des catégories homogènes. Les observations qualitatives issues du terrain ont été soumises à une analyse de contenu, afin d'identifier les thèmes récurrents comme la proximité sociale, la méfiance envers les institutions, le sentiment d'impuissance ou l'importance des relais locaux. Cette méthode permet de transformer des discours et observations en catégories interprétables de manière rigoureuse [11]. Le traitement des données quantitatives a été réalisé à l'aide du langage Python, choisi pour sa capacité à organiser, nettoyer, analyser et visualiser des données de manière reproductible.

La bibliothèque pandas a été utilisée pour structurer les tableaux de données, créer les variables dérivées, calculer les moyennes, les écarts et les indices synthétiques, puis exporter les résultats sous forme de fichiers exploitables. Cette bibliothèque est particulièrement adaptée au traitement de données tabulaires et aux analyses statistiques appliquées aux sciences sociales [12]. La bibliothèque NumPy a servi à effectuer les calculs numériques, notamment pour construire les scores moyens, les indices de centralité sociale, les indices d'acceptabilité des formes de participation et les indicateurs de besoin de concertation [13]. La classification des données a reposé sur une double logique. La première est une classification thématique, construite à partir du cadre d'analyse : les sources d'opinion ont été classées entre réseaux de proximité, acteurs religieux, médias, société civile et leaders politiques ; les formes de participation ont été distinguées entre actions locales, professionnelles, partisans, protestataires et violentes ; les interlocuteurs ont été regroupés selon leur proximité avec les citoyens ou leur caractère institutionnel. La seconde logique est statistique : les variables ont été comparées à partir de scores tels que la participation possible, le rejet des actions politiques, l'écart entre légitimité attendue et intervention perçue, ou encore l'écart entre rôle citoyen reconnu et sentiment d'impuissance. Lorsque cela est nécessaire, la bibliothèque scikit-learn peut être mobilisée pour aller plus loin, par exemple en réalisant des regroupements automatiques de profils d'acteurs ou de formes de participation, afin d'identifier des catégories proches à partir de leurs caractéristiques statistiques [15]. La visualisation graphique a été réalisée avec Matplotlib, qui permet de produire des figures scientifiques adaptées à l'insertion dans un article ou un mémoire. Les graphiques utilisés comprennent des barres horizontales, des graphiques divergents, des radars, des nuages de points, des heatmaps et des matrices de corrélation. Matplotlib est reconnu comme un environnement de référence pour la production de graphiques scientifiques en Python [14]. Enfin, l'interprétation des résultats a consisté à relier les données statistiques au cadre théorique de la participation citoyenne et de la confiance publique. Les valeurs obtenues n'ont pas été considérées comme de simples chiffres descriptifs, mais comme des indicateurs sociaux permettant de comprendre les conditions de la concertation territoriale. Les résultats suggèrent que les dispositifs de concertation dans les collectivités territoriales malgaches doivent s'appuyer sur les réseaux sociaux de proximité, car ce sont eux qui structurent le plus fortement l'opinion et les formes d'action citoyenne. L'analyse montre ainsi que la confiance publique ne dépend pas seulement de la présence institutionnelle, mais aussi de la capacité des collectivités à créer des espaces de dialogue accessibles, socialement reconnus et adaptés aux pratiques ordinaires des citoyens.

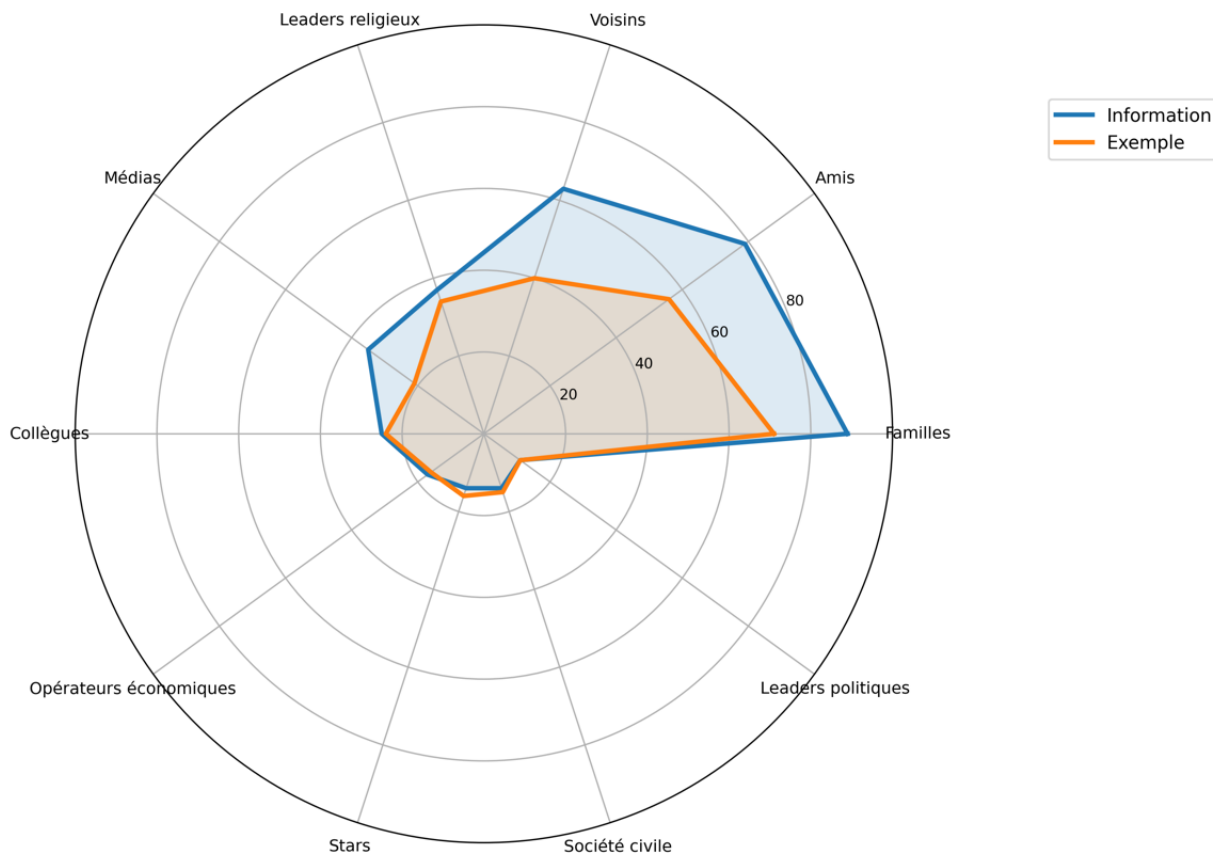
3 Résultats et discussions

3.1 Résultats

3.1.1 Réseaux de proximité et formation des opinions citoyennes à Madagascar

La figure suivante illustre les principales sources mobilisées par les citoyens pour se forger une opinion sur la vie publique. Elle distingue deux dimensions complémentaires : d'une part, les sources d'information, c'est-à-dire les acteurs ou espaces auprès desquels les citoyens obtiennent des renseignements ; d'autre part, les sources d'exemple, c'est-à-dire les personnes ou groupes dont les comportements peuvent servir de référence dans l'action citoyenne. À travers cette représentation radar, il est possible d'observer le poids respectif des réseaux de proximité, des acteurs institutionnels et des références sociales dans la construction des opinions citoyennes.

Figure 1: Réseaux de proximité et formation des opinions citoyennes à Madagascar
Radar des sources de formation des opinions citoyennes



Source : Auteur 2026

Interprétation

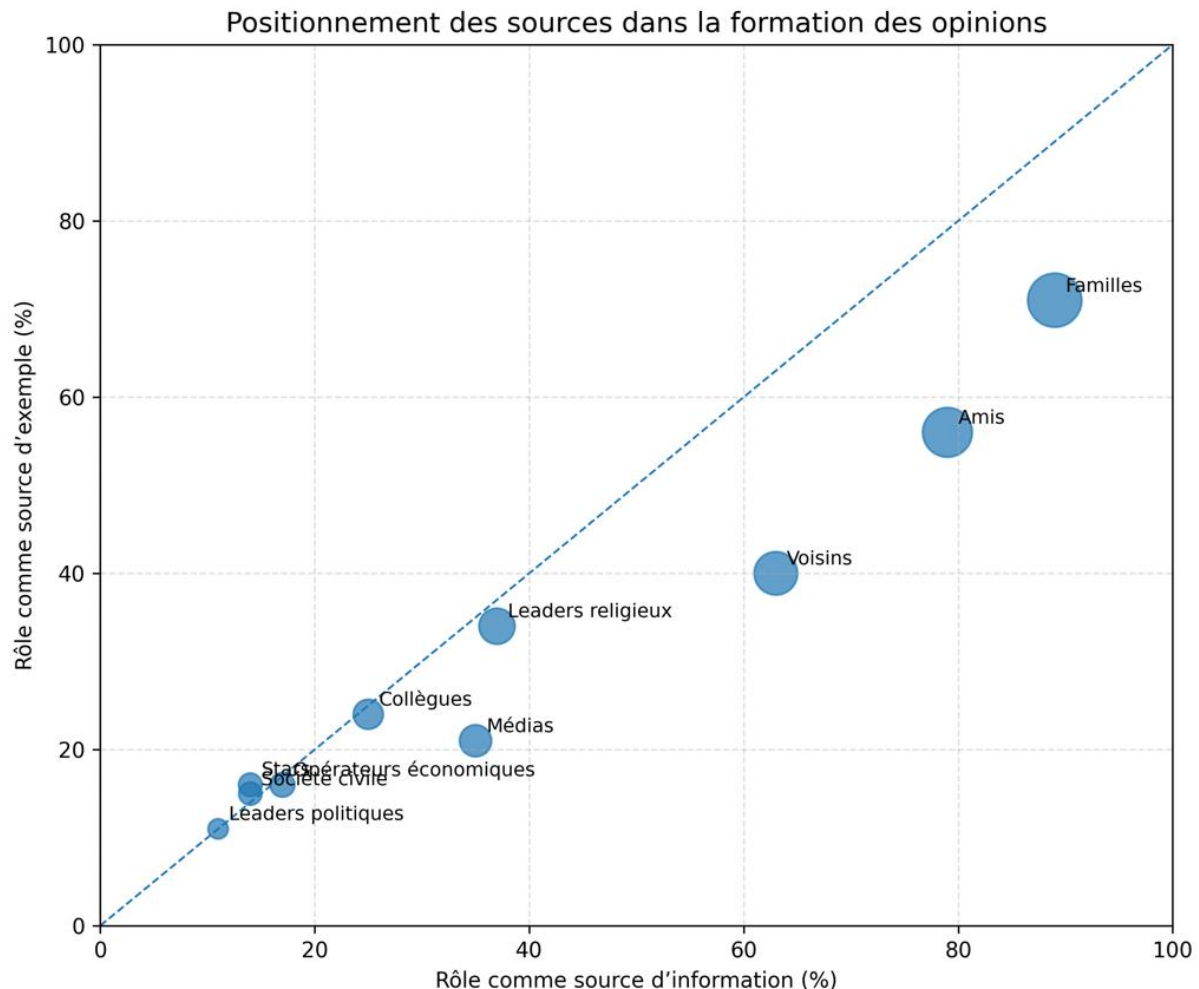
L'analyse du graphique montre une nette domination des relations de proximité dans la formation des opinions. La famille apparaît comme la première source d'information, avec environ 89 %, et comme la première source d'exemple, avec près de 71 %. Les amis occupent également une place importante, avec environ 79 % pour l'information et 56 % pour l'exemple. Les voisins arrivent en troisième position, avec 63 % comme source d'information et 40 % comme source d'exemple. Ces valeurs indiquent que l'opinion citoyenne se construit d'abord dans les cercles ordinaires de sociabilité, avant de passer par les institutions formelles ou les acteurs politiques. Les leaders religieux conservent une influence intermédiaire, avec environ 37 % pour l'information et 34 % pour l'exemple. Leur position montre qu'ils restent des références sociales non négligeables, même s'ils sont nettement distancés par la famille, les amis et les voisins. Les médias présentent un rôle plus limité : ils atteignent environ 35 % comme source d'information, mais seulement 21 % comme source d'exemple. Cela signifie qu'ils peuvent informer une partie des citoyens, mais qu'ils jouent un rôle plus faible dans l'orientation des comportements citoyens. Les collègues occupent une position relativement modeste, avec environ 25 % pour l'information et 24 % pour l'exemple. Les opérateurs économiques, les stars et la société civile restent également peu influents. Les opérateurs économiques représentent environ 17 % comme source d'information et 16 % comme source d'exemple ; les stars se situent autour de 14 % pour l'information et 16 % pour l'exemple ; la société civile atteint environ 14 % pour l'information et 15 % pour l'exemple. Ces résultats suggèrent que les structures organisées de mobilisation citoyenne ont encore une faible capacité à influencer directement la formation des opinions. Les leaders politiques apparaissent comme les acteurs les moins influents dans cette figure, avec seulement 11 % comme source d'information et 11 % comme source d'exemple. Cette faiblesse est particulièrement significative pour une étude portant sur la confiance publique et la participation citoyenne. Elle révèle une distance entre les citoyens et les acteurs politiques institutionnels. Ainsi, la construction de la confiance publique ne peut pas seulement reposer sur la communication politique classique ; elle doit passer par des

dispositifs de concertation proches des citoyens, ancrés dans les réseaux locaux, les relations sociales ordinaires et les espaces de dialogue communautaire.

3.1.2 Positionnement comparé des sources d'information et d'exemple dans la formation des opinions citoyennes

La figure ci-après met en relation deux dimensions essentielles de la formation des opinions citoyennes : le rôle des différents acteurs comme sources d'information et leur rôle comme sources d'exemple. L'axe horizontal représente la capacité d'un acteur ou d'un groupe à fournir des informations, tandis que l'axe vertical mesure sa capacité à servir de référence ou de modèle de comportement. La diagonale indique une situation d'équilibre : plus un point se rapproche de cette ligne, plus la source joue un rôle similaire dans l'information et dans l'exemplarité.

Figure 2: Positionnement comparé des sources d'information et d'exemple dans la formation des opinions citoyennes



Source : Auteur 2026

Interprétation

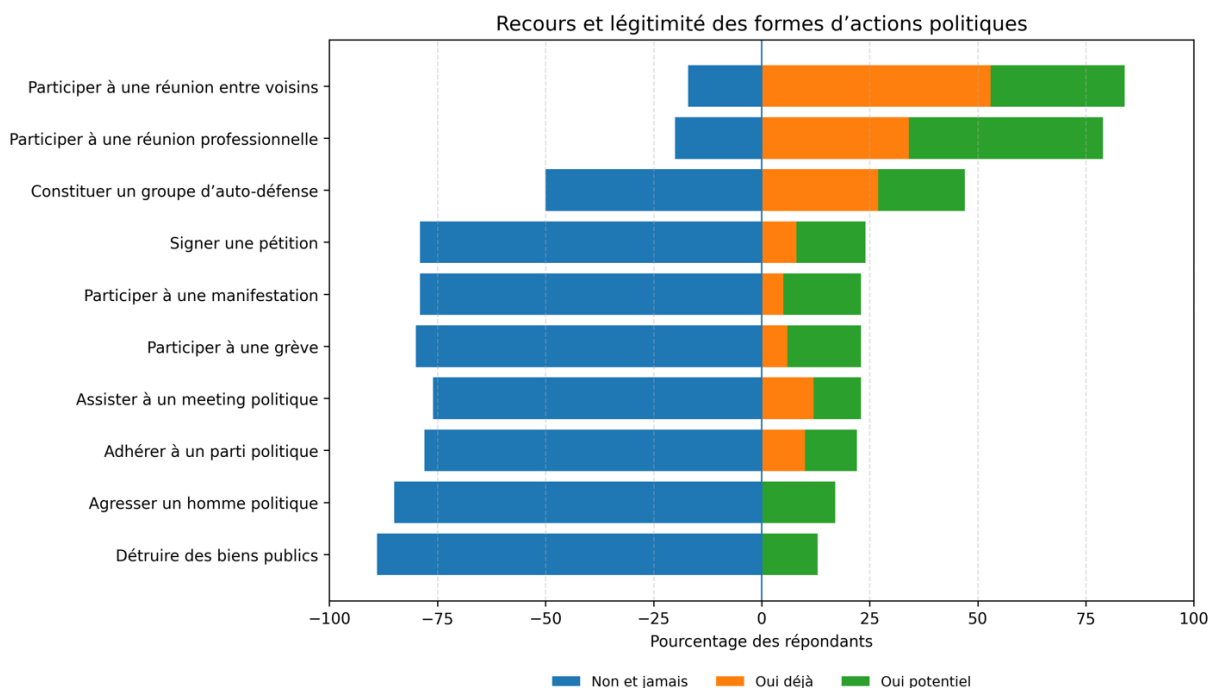
L'analyse montre d'abord que la famille occupe une position dominante. Elle atteint environ 89 % comme source d'information et 71 % comme source d'exemple. Cela confirme que la formation de l'opinion citoyenne repose principalement sur les liens familiaux. La famille n'est donc pas seulement un espace de transmission d'informations ; elle est aussi un cadre de référence dans lequel se construisent les attitudes, les jugements et les comportements à l'égard de la vie publique. Les amis constituent la deuxième source la plus importante, avec environ 79 % comme source d'information et 56 % comme source d'exemple. Les voisins arrivent ensuite avec 63 % pour l'information et 40 % pour l'exemple. Ces trois groupes familles, amis et voisins forment un noyau de proximité très visible dans le graphique. Leur position élevée indique que l'opinion citoyenne se construit davantage dans les relations sociales quotidiennes que dans les canaux institutionnels classiques. Les leaders religieux occupent une position intermédiaire, avec environ 37 % comme source d'information et 34 % comme

source d'exemple. Leur proximité avec la diagonale montre qu'ils jouent un rôle relativement équilibré : ils informent et servent aussi de référence comportementale. À un niveau plus faible, les collègues présentent également un équilibre similaire, avec environ 25 % pour l'information et 24 % pour l'exemple. Cela signifie que certains espaces sociaux, même modestes en intensité, peuvent participer à la construction d'une opinion partagée. Les médias se distinguent par un écart plus marqué entre information et exemplarité. Ils atteignent environ 35 % comme source d'information, mais seulement 21 % comme source d'exemple. Cette position montre que les médias peuvent contribuer à informer les citoyens, sans pour autant devenir une référence forte dans les comportements citoyens. Cela peut traduire une certaine distance, voire une confiance limitée, envers les médias comme acteurs d'orientation civique. Les opérateurs économiques, les stars, la société civile et les leaders politiques apparaissent dans la zone basse du graphique. Les opérateurs économiques se situent autour de 17 % pour l'information et 16 % pour l'exemple ; les stars autour de 14 % et 16 % ; la société civile autour de 14 % et 15 %. Les leaders politiques sont les moins influents, avec environ 11 % pour l'information et 11 % pour l'exemple. Cette faiblesse est particulièrement significative, car elle montre que les acteurs politiques ne constituent pas une référence majeure dans la formation des opinions citoyennes.

3.1.3 Légimité différenciée des formes de mobilisation citoyenne

La figure ci-dessous présente les différentes formes d'actions politiques ou citoyennes selon trois niveaux d'attitude : les actions déjà réalisées, les actions que les citoyens pourraient éventuellement accomplir, et les actions qu'ils rejettent totalement. La représentation divergente permet de distinguer clairement les pratiques considérées comme socialement acceptables de celles qui apparaissent fortement rejetées. La partie située à droite du graphique indique les formes d'action déjà pratiquées ou potentiellement envisageables, tandis que la partie située à gauche traduit le refus catégorique de certaines formes de mobilisation.

Figure 3: Légimité différenciée des formes de mobilisation citoyenne



Source : Auteur 2026

Interprétation

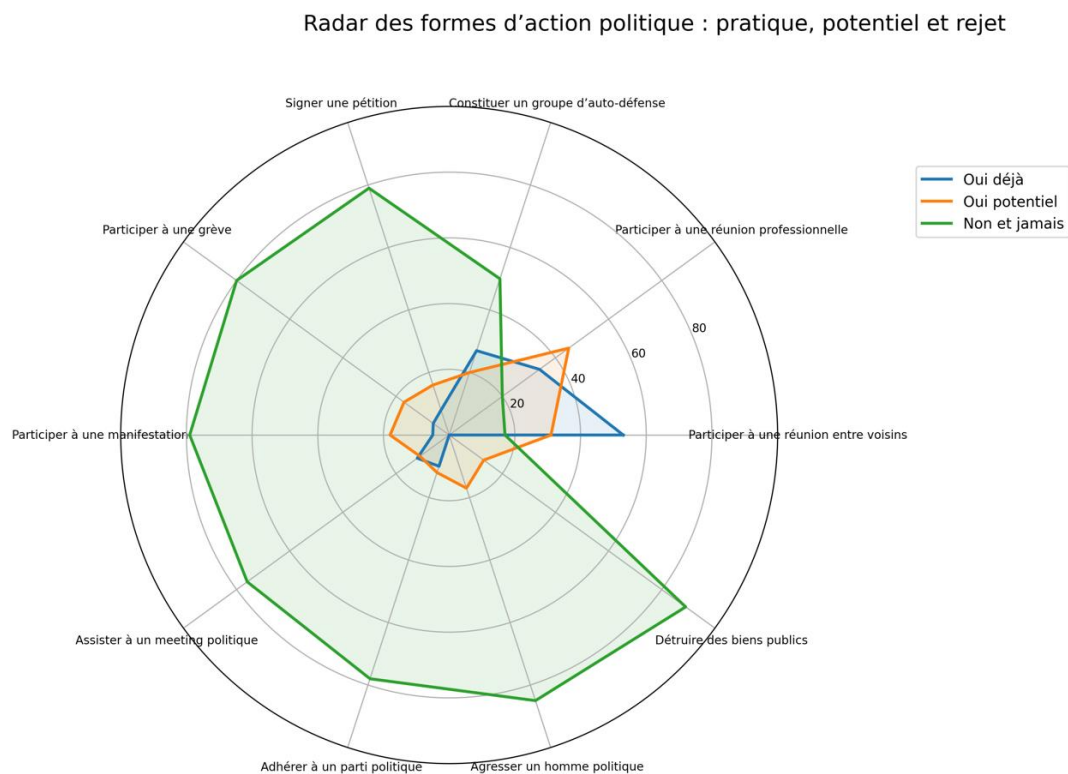
L'analyse montre que les formes de participation les plus acceptées sont celles qui relèvent de la proximité sociale et de la résolution concrète des problèmes collectifs. La participation à une réunion entre voisins apparaît comme la forme d'action la plus légitime : environ 53 % des répondants déclarent l'avoir déjà pratiquée, et 31 % pourraient le faire. Cela représente un potentiel global d'environ 84 %, contre seulement 17 % de rejet. Ce résultat montre que la discussion locale entre voisins constitue un espace privilégié de participation citoyenne, particulièrement adapté aux dispositifs de concertation dans les collectivités territoriales. La participation à une réunion professionnelle occupe également une place importante. Environ 34 % des citoyens déclarent avoir déjà participé à ce type de réunion, tandis que 45 % pourraient le faire. Le potentiel total atteint donc près de 79 %, avec un rejet limité à environ 20 %. Ce résultat indique que les espaces organisés autour d'intérêts communs, notamment professionnels ou associatifs, peuvent aussi servir de base à la mobilisation citoyenne. Ils représentent des cadres

de dialogue plus structurés que les réunions de voisinage, mais restent suffisamment proches des préoccupations concrètes des citoyens. La constitution d'un groupe d'auto-défense présente une situation plus ambivalente. Environ 27 % des répondants déclarent l'avoir déjà fait, et 20 % pourraient le faire, soit un potentiel total de 47 %. Toutefois, cette forme d'action est rejetée par environ 50 % des citoyens. Cela montre qu'elle répond à un besoin de protection ou d'organisation locale, mais qu'elle reste socialement discutée, probablement parce qu'elle touche à la sécurité, à l'ordre public et au risque de substitution à l'action de l'État. Les formes d'action politique plus classiques ou plus institutionnelles apparaissent beaucoup moins légitimes. Signer une pétition ne réunit qu'environ 8 % de participation déjà réalisée et 16 % de participation potentielle, tandis que 79 % des citoyens rejettent cette forme d'action. Participer à une manifestation présente un niveau proche, avec environ 5 % de pratique effective, 18 % de potentiel et 79 % de rejet. Participer à une grève est également faiblement accepté, avec environ 6 % de pratique effective, 17 % de potentiel et 80 % de rejet. Ces résultats montrent que les formes d'expression revendicative ou protestataire restent peu intégrées aux pratiques citoyennes ordinaires. La participation partisane est également très faible. Assister à un meeting politique concerne environ 12 % des citoyens ayant déjà pratiqué cette action et 11 % qui pourraient le faire, contre 76 % de rejet. L'adhésion à un parti politique est encore plus limitée, avec environ 10 % de pratique effective, 12 % de potentiel et 78 % de rejet. Ces chiffres traduisent une distance importante entre les citoyens et les formes classiques de politisation. Ils peuvent être interprétés comme le signe d'une faible confiance dans les organisations politiques formelles ou d'un désintérêt pour les modes traditionnels de participation partisane. Les actions violentes sont les plus fortement rejetées. Agresser un homme politique est refusé par environ 85 % des répondants, et aucun niveau significatif de pratique effective n'apparaît dans le graphique. Détruire des biens publics est encore plus rejeté, avec environ 89 % de refus, aucun recours effectif et seulement 13 % de potentiel déclaré. Cette tendance montre que, malgré les frustrations politiques ou sociales, la violence directe et la destruction ne sont pas considérées comme des formes légitimes d'action citoyenne par la majorité des répondants.

3.1.4 Profil différencié des formes d'action politique entre pratique, potentiel et rejet

La figure radar suivante présente les formes d'action politique selon trois dimensions : les actions déjà pratiquées par les citoyens, les actions qu'ils pourraient éventuellement accomplir, et les actions qu'ils rejettent totalement. Elle permet d'observer non seulement le niveau réel de participation, mais aussi le potentiel de mobilisation et les limites sociales de certaines formes d'engagement politique. Les valeurs utilisées sont approximatives et correspondent à la lecture du graphique.

Figure 4: Profil différencié des formes d'action politique entre pratique, potentiel et rejet



Source : Auteur 2026

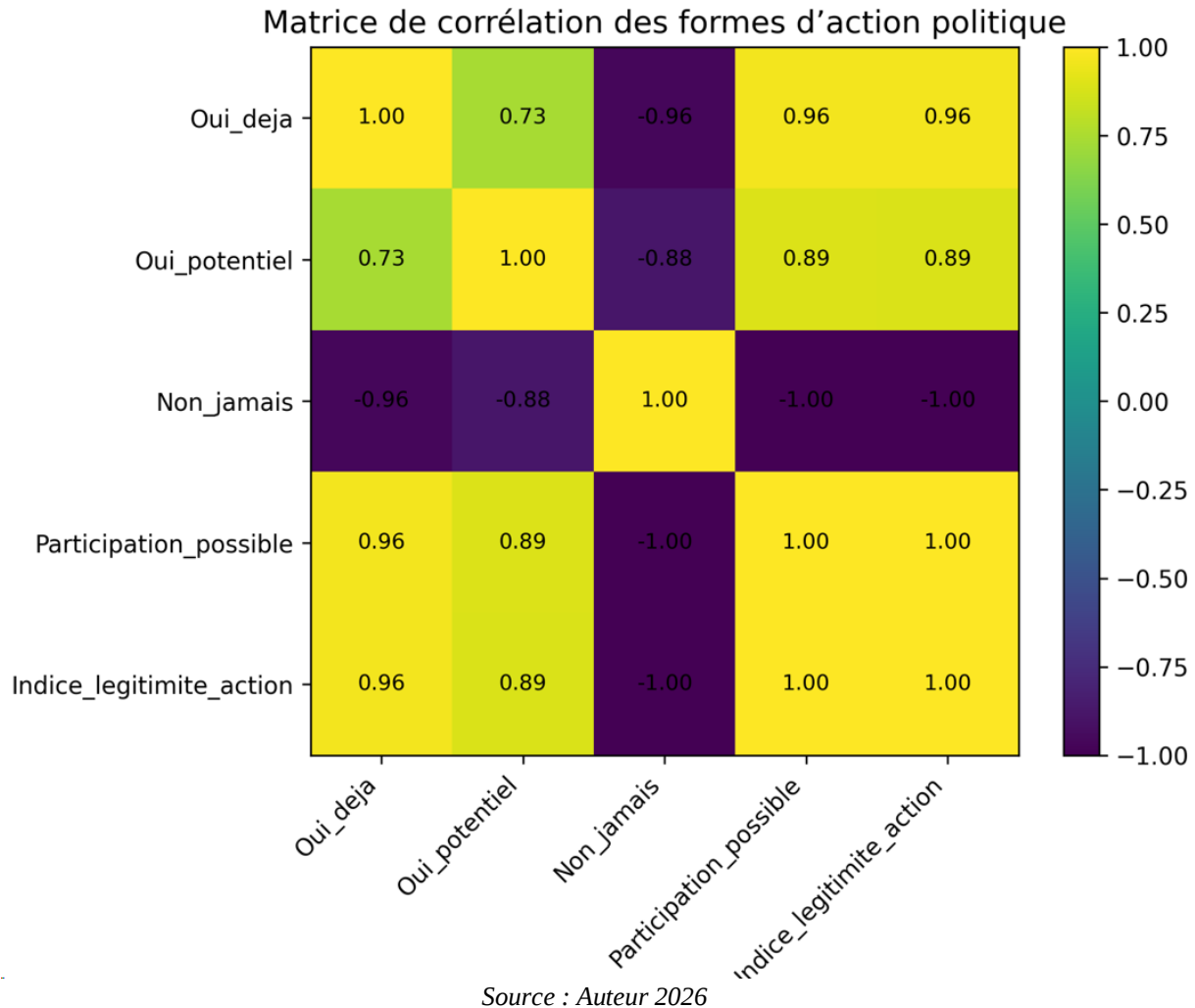
Interprétation

L'analyse montre d'abord que les formes d'action les plus acceptées sont les plus proches du quotidien des citoyens. La participation à une réunion entre voisins apparaît comme l'action la plus pratiquée, avec environ 53 % de citoyens déclarant l'avoir déjà fait. À cela s'ajoutent environ 31 % qui pourraient le faire, tandis que le rejet reste faible, autour de 17 %. Cette forme d'action représente donc un espace central de participation citoyenne, car elle repose sur la proximité, la discussion directe et la résolution de problèmes communs. La participation à une réunion professionnelle présente également un fort potentiel. Environ 34 % des répondants déclarent l'avoir déjà pratiquée, et près de 45 % pourraient le faire. Le rejet est relativement limité, avec environ 20 %. Cette situation montre que les cadres collectifs organisés, notamment professionnels ou associatifs, peuvent jouer un rôle important dans la mobilisation citoyenne. Ils constituent des espaces intermédiaires entre la sociabilité ordinaire et l'action politique formelle. La constitution d'un groupe d'auto-défense occupe une position plus ambivalente. Environ 27 % des citoyens déclarent l'avoir déjà fait, et 20 % pourraient le faire, mais le rejet atteint environ 50 %. Cette donnée montre que cette forme d'action répond à une préoccupation réelle, probablement liée à l'insécurité, mais qu'elle reste socialement discutée. Elle peut être perçue comme une réponse locale à l'absence ou à l'insuffisance de protection publique, tout en soulevant des interrogations sur la légitimité de l'auto-organisation sécuritaire. Les formes d'action plus politiques ou protestataires sont nettement moins pratiquées et beaucoup plus rejetées. Signer une pétition ne concerne qu'environ 8 % de pratique effective et 16 % de potentiel, tandis que le rejet atteint près de 79 %. Participer à une grève présente un niveau comparable, avec environ 6 % de pratique, 17 % de potentiel et 80 % de rejet. Participer à une manifestation reste également marginal, avec environ 5 % de pratique, 18 % de potentiel et 79 % de rejet. Ces résultats montrent que les formes revendicatives classiques sont peu intégrées aux pratiques ordinaires de participation. La participation partisane apparaît elle aussi faible. Assister à un meeting politique concerne environ 12 % de pratique effective et 11 % de potentiel, contre 76 % de rejet. L'adhésion à un parti politique atteint environ 10 % de pratique et 12 % de potentiel, tandis que le rejet se situe autour de 78 %. Cette distance à l'égard des partis et des meetings traduit une faible politisation formelle et une méfiance possible envers les structures politiques classiques. Les actions violentes sont les plus massivement rejetées. Agresser un homme politique est rejeté par environ 85 % des répondants, avec une pratique effective quasi nulle et un potentiel limité à environ 17 %. Détruire des biens publics est encore plus fortement refusé, avec environ 89 % de rejet et seulement 13 % de potentiel. Le graphique montre donc que, malgré la faiblesse de la confiance politique ou le sentiment d'impuissance, la majorité des citoyens ne considère pas la violence comme un moyen légitime d'action politique.

3.1.5 Relations statistiques entre pratique, potentiel et rejet des formes d'action politique

La figure ci-après illustre une matrice de corrélation entre les principales variables utilisées pour analyser les formes d'action politique : les actions déjà réalisées, les actions potentiellement envisageables, les actions rejetées, la participation possible et l'indice de légitimité de l'action. Elle permet d'observer les relations entre ces dimensions et de mieux comprendre comment se structure l'acceptabilité sociale des différentes formes de mobilisation citoyenne.

Figure 5: Relations statistiques entre pratique, potentiel et rejet des formes d'action politique



Interprétation

L'analyse montre d'abord une relation positive entre les actions déjà pratiquées et les actions potentiellement envisageables. Le coefficient de corrélation entre "Oui déjà" et "Oui potentiel" est de 0,73. Cela signifie que les formes d'action qui ont déjà été expérimentées par une partie des citoyens sont aussi celles que d'autres citoyens peuvent plus facilement envisager. Autrement dit, la pratique effective renforce la possibilité d'une diffusion sociale de l'action. Dans le cadre de la participation citoyenne, cela confirme l'importance des formes d'engagement déjà connues, comme les réunions entre voisins ou les réunions professionnelles. La corrélation entre "Oui déjà" et "Non jamais" est très fortement négative, avec une valeur de -0,96. Cela indique que plus une forme d'action est déjà pratiquée, moins elle est rejetée par les citoyens. Inversement, les actions très peu pratiquées sont souvent celles qui suscitent le plus fort rejet. Cette relation est importante, car elle montre que la légitimité d'une action politique dépend en partie de son inscription dans les pratiques ordinaires. Une action connue, expérimentée ou socialement acceptée paraît moins risquée et plus légitime. La relation entre "Oui potentiel" et "Non jamais" est également négative, avec un coefficient de -0,88. Cela signifie que les actions que les citoyens pourraient envisager sont généralement celles qu'ils rejettent le moins. Ce résultat confirme l'existence d'un espace de mobilisation possible : certaines formes d'action ne sont pas encore massivement pratiquées, mais elles restent socialement acceptables. Pour les collectivités territoriales, cet espace potentiel est essentiel, car il permet d'identifier les dispositifs de concertation qui peuvent être développés sans provoquer de résistance sociale importante. La variable "Participation possible" est très fortement corrélée avec "Oui déjà" avec une valeur de 0,96, et avec "Oui potentiel" avec une valeur de 0,89. Cela est logique, puisque la participation possible est construite à partir de la somme des actions déjà réalisées et des actions potentiellement envisageables. Cette variable synthétique permet donc d'identifier les formes d'action les plus mobilisatrices. Plus elle est élevée, plus une action possède à la fois une base réelle de pratique et une capacité d'extension future. La corrélation entre "Participation possible" et "Non jamais" atteint -1,00. Cette valeur traduit une opposition presque parfaite entre acceptabilité et rejet. Plus une forme d'action est considérée comme possible, moins elle est catégoriquement

refusée. À l'inverse, plus une action est rejetée, plus son potentiel participatif est faible. Cette opposition confirme la distinction observée dans les graphiques précédents entre les formes de participation locale, généralement acceptées, et les formes protestataires, partisans ou violentes, beaucoup plus rejetées. L'"Indice de légitimité de l'action" est parfaitement corrélé avec la participation possible, avec une valeur de 1,00, et parfaitement négativement corrélé avec le rejet, avec une valeur de -1,00. Cette relation doit être interprétée avec prudence, car cet indice est construit à partir des mêmes variables : il augmente lorsque la participation possible est forte et diminue lorsque le rejet est élevé. Il ne s'agit donc pas d'une causalité indépendante, mais d'un indicateur synthétique qui résume l'équilibre entre acceptation et refus des formes d'action politique.

3.2 Discussions

Les résultats montrent que la confiance publique dans les collectivités territoriales malgaches se construit principalement à partir des relations de proximité. La famille, les amis et les voisins jouent un rôle central dans la formation des opinions citoyennes. La famille apparaît comme la première source d'information avec 89 % et comme source d'exemple avec 71 %. Les amis suivent avec 79 % comme source d'information et 56 % comme source d'exemple, tandis que les voisins représentent 63 % et 40 %. Ces valeurs montrent que les citoyens s'appuient davantage sur leurs relations quotidiennes que sur les institutions formelles pour comprendre la vie publique et orienter leurs comportements. À l'inverse, les leaders politiques occupent une place très faible, avec seulement 11 % comme source d'information et 11 % comme source d'exemple. Cette situation traduit une distance importante entre les citoyens et les acteurs politiques. Elle indique aussi que la confiance publique ne peut pas être renforcée uniquement par la communication institutionnelle. Les collectivités territoriales doivent donc s'appuyer sur les réseaux sociaux locaux pour rendre la concertation plus proche, plus accessible et plus crédible. Les formes de participation les plus acceptées sont également celles qui relèvent de la proximité. La réunion entre voisins est la forme d'action la plus légitime, avec 53 % de pratique effective et 31 % de potentiel, soit 84 % de participation possible. Les réunions professionnelles présentent aussi un niveau élevé, avec 34 % de pratique et 45 % de potentiel. Ces résultats montrent que les citoyens sont disposés à participer lorsque les espaces de dialogue sont concrets, familiers et liés à leurs préoccupations quotidiennes. En revanche, les formes plus partisans ou protestataires, comme l'adhésion à un parti, les meetings politiques, les pétitions, les grèves ou les manifestations, sont moins pratiquées et plus fortement rejetées. Les actions violentes sont les moins acceptées : l'agression d'un homme politique est rejetée par 85 % des répondants et la destruction de biens publics par 89 %. Cela montre que les citoyens privilégient les formes pacifiques, locales et non conflictuelles de mobilisation. La matrice de corrélation confirme cette tendance. Les actions déjà pratiquées sont généralement celles que les citoyens peuvent encore envisager, tandis que les actions fortement rejetées sont celles qui ont le plus faible potentiel participatif. Ainsi, la participation citoyenne dépend largement de l'acceptabilité sociale des dispositifs proposés. Une forme de concertation a plus de chances de réussir si elle correspond aux habitudes locales et aux pratiques déjà reconnues par les citoyens. Dans l'ensemble, ces résultats montrent que le défi principal n'est pas l'absence totale de participation, mais le décalage entre les dispositifs institutionnels classiques et les formes réelles d'engagement citoyen. Pour renforcer la confiance publique, les collectivités territoriales malgaches doivent créer des espaces de concertation simples, réguliers et proches des habitants. Les réunions de voisinage, les échanges communautaires, les cadres professionnels et les relais locaux peuvent devenir des moyens efficaces pour rapprocher les citoyens des décisions publiques, à condition que leurs avis soient réellement pris en compte.

4 Conclusion

Cette étude montre que la confiance publique dans les collectivités territoriales malgaches dépend fortement des formes ordinaires de sociabilité. Les résultats indiquent que les citoyens construisent principalement leurs opinions à partir des réseaux proches, notamment la famille, les amis et les voisins. La famille constitue la source d'information la plus importante avec 89 % et la première source d'exemple avec 71 %. Les amis et les voisins occupent aussi une place importante, tandis que les leaders politiques restent faiblement cités, avec seulement 11 % comme source d'information et 11 % comme source d'exemple. Ces résultats montrent que la participation citoyenne ne se développe pas prioritairement dans les cadres politiques classiques, mais plutôt dans les espaces locaux et familiers. La réunion entre voisins apparaît comme la forme de participation la plus acceptée, avec 53 % de pratique effective et 31 % de potentiel. Les réunions professionnelles présentent également un fort potentiel, avec 34 % de pratique et 45 % de possibilité. À l'inverse, les formes partisans, protestataires ou violentes sont peu pratiquées et fortement rejetées, notamment l'agression d'un homme politique à 85 % et la destruction de biens publics à 89 %. Ainsi, la construction de la confiance publique ne peut pas reposer uniquement sur les institutions formelles ou la communication politique. Elle doit s'appuyer sur des dispositifs de concertation proches des citoyens, simples, réguliers et adaptés aux réalités locales. Les collectivités territoriales ont donc intérêt à renforcer les espaces de dialogue communautaire, les réunions de quartier, les consultations locales et les

échanges avec les relais de proximité comme les chefs de fokontany, les leaders religieux ou les acteurs communautaires. Enfin, la sociabilité de proximité apparaît comme une ressource essentielle pour améliorer la participation citoyenne et reconstruire la confiance publique. Toutefois, cette ressource ne peut produire des effets durables que si les avis exprimés par les citoyens sont réellement pris en compte dans les décisions locales. La concertation doit donc devenir un véritable outil de redevabilité, de transparence et de rapprochement entre les citoyens et les autorités territoriales.

REFERENCES

- [1] Wachsberger, J.-M., Razafindrakoto, M. and Roubaud, F. (2016) Étude sur les perceptions et attentes citoyennes concernant l'exercice du pouvoir à Madagascar. Projet INCIPALS, ECES, Collateral Creations. Consulté le 8 juillet 2026.
- [2] Afrobaromètre and COEF Ressources (2013) La participation citoyenne à Madagascar : Afrobaromètre Round 5 à Madagascar – diffusion des premiers résultats. Communiqué de presse, novembre 2013. Consulté le 8 juillet 2026.
- [3] Afrobaromètre, DIAL and COEF Ressources (2009) Governance in Madagascar: Scope and Limits of the Fight Against Corruption and of Decentralization. Afrobarometer Briefing Paper No. 63, March 2009. Consulté le 8 juillet 2026.
- [4] Programme des Nations Unies pour le Développement (2024) Plan National de Décentralisation Émergente (PNDE). PNUD Madagascar, 22 août 2024. Consulté le 8 juillet 2026.
- [5] Programme des Nations Unies pour le Développement (2024) Transformer les citoyens en acteurs clés de la gouvernance participative. PNUD Madagascar, 19 juin 2024. Consulté le 8 juillet 2026.
- [6] Arnstein, S.R. (1969) 'A Ladder of Citizen Participation', Journal of the American Institute of Planners, 35(4), pp. 216–224.
- [7] Putnam, R.D. (1993) Making Democracy Work: Civic Traditions in Modern Italy. Princeton: Princeton University Press.
- [8] Beaud, S. and Weber, F. (2010) Guide de l'enquête de terrain : produire et analyser des données ethnographiques. 4e éd. Paris : La Découverte. Cet ouvrage est présenté par l'éditeur comme une référence destinée aux étudiants réalisant une enquête de terrain dans le cadre d'un mémoire ou d'une thèse.
- [9] Van Campenhoudt, L., Marquet, J. and Quivy, R. (2017) Manuel de recherche en sciences sociales. Paris : Dunod. L'ouvrage présente les étapes de la recherche en sciences sociales, depuis la construction de la problématique jusqu'à l'analyse des données.
- [10] Creswell, J.W. and Plano Clark, V.L. (2018) Designing and Conducting Mixed Methods Research. 3rd ed. Thousand Oaks: SAGE.
- [11] Bardin, L. (2013) L'analyse de contenu. Paris : Presses Universitaires de France.
- [12] McKinney, W. (2010) 'Data Structures for Statistical Computing in Python', Proceedings of the 9th Python in Science Conference, pp. 56–61.
- [13] Harris, C.R., Millman, K.J., van der Walt, S.J. et al. (2020) 'Array programming with NumPy', Nature, 585, pp. 357–362.
- [14] Hunter, J.D. (2007) 'Matplotlib: A 2D Graphics Environment', Computing in Science & Engineering, 9(3), pp. 90–95.
- [15] Pedregosa, F., Varoquaux, G., Gramfort, A. et al. (2011) 'Scikit-learn: Machine Learning in Python', Journal of Machine Learning Research, 12, pp. 2825–2830.